

A Rennes, le 18 août 2023

Consommation de viandes : Les politiques publiques favorisent les importations et créent la dépendance alimentaire des Français

Alors que les derniers chiffres officiels (Agreste Juillet 2023 - N°412) mettent en évidence une augmentation de la consommation de viandes des Français, une baisse de la production nationale et une augmentation des importations, l'UGPVB appelle les pouvoirs publics à ouvrir les yeux et à réagir pour ne pas exposer les Français à la dépendance alimentaire.

L'UGPVB considère inconcevable un tel niveau d'importation alors que la Ferme France a toutes les capacités et toutes les qualités pour nourrir le plus grand nombre. Pour « dés-importer », il faut donc « re-développer » l'élevage français. Aux décideurs politiques de s'employer à ne pas abandonner l'alimentaire comme ils ont abandonné l'énergie. Sans cela, la crise de l'énergie que subissent violemment les Français depuis fin 2022 menace le domaine alimentaire.

1. LE CONSTAT EST ELOQUENT

Les dernières statistiques affichent une hausse de la consommation pour la deuxième année consécutive (+ 0,8 % en 2022). Ces chiffres contredisent les discours ambiants déclinistes sur une soi-disant baisse de la consommation de viandes. Ces discours militants orientent les politiques publiques depuis quelques années pour accroître les contraintes et décourager l'élevage chez nous.

Les statistiques révèlent une augmentation des importations de viandes : + 11,5 % en 2022. Les Français sont donc contraints de manger de la viande importée (30 % de la consommation). C'est le résultat d'un abandon par les décideurs politiques, depuis plus de 20 ans, sur les dossiers de fonds qui impactent la compétitivité de la Ferme France.

2. LE SURSAUT EST POSSIBLE, IL FAUT LE VOULOIR

Les politiques publiques doivent re-développer l'élevage Français pour relever le triple défi climatique/souveraineté/sécurité alimentaire

La hausse de consommation de viandes observée en France est relativement contenue. Elle s'inscrit dans les tendances des prévisions de la FAO-OCDE qui, par ailleurs, table sur des augmentations considérables de consommation de viandes à échéance 2030, et ceci à l'échelle de la planète. Elles atteindront, à titre d'exemple, près de 180 millions de tonnes en Asie, 100 millions de tonnes en Amérique. L'Union Européenne, quant à elle, devrait se stabiliser autour de 40 millions de tonnes.

L'enjeu pour relever le défi climatique est-il de miser sur une baisse de la consommation de viande en France, qui représente une goutte d'eau à l'échelle planétaire ? Non. Pourquoi ? Parce que c'est un nouveau mirage qu'entretiennent certaines élites pour œuvrer à la disparition de l'élevage en France alors qu'il faut le re-développer pour :

- **Assumer localement l'impact climatique de notre consommation française.** Nous avons tout pour faire : des éleveurs et éleveuses très performants techniquement. Performance technique et performance climatique vont de pair : elles reposent sur la capacité des élevages à investir et à se moderniser.
- **Assurer une consommation responsable.** Nous avons tout pour faire : des élevages à capitaux familiaux, responsables, ancrés aux territoires. Faire le choix de l'importation, c'est décider de consolider les autres bassins de production, prêts à alimenter les Français, et qui se développent avec des modèles basés sur l'intégration capitaliste et industrielle de la production de viande.
- **Protéger, grâce à nos standards normatifs, tous les consommateurs français,** quel que soit leur pouvoir d'achat, et ceci avec des produits locaux.

3. PASSER DES DECLARATIONS AUX ACTES

La Ferme France est placée dans un marché européen voire mondial. Des échanges (import, export) existent, même dans les filières autosuffisantes. L'UGPVB rappelle qu'au moment de lancer le 9 septembre 2022 devant les Jeunes Agriculteurs, les travaux sur le Pacte d'orientation et d'avenir agricoles (PLOAA), le Président de la République invitait la France à défendre sa souveraineté alimentaire. Il indiquait alors « qu'aucun progrès écologique n'est possible s'il ne se fait aux dépens de notre souveraineté ».

Aujourd'hui, des projets d'installation de jeunes ou de modernisation d'élevage attendent, dans le couloir de la mort, la peur des procédures administratives décourageant les porteurs de projets. Si la future loi agricole donne un signal clair, les éleveurs de l'Ouest et leurs Organisations de Producteurs, sauront contribuer à relever le défi climatique, les défis de la souveraineté et de la sécurité alimentaire avec des produits locaux, de qualité, responsables, pour tous les niveaux de pouvoir d'achat.

CONTACT :

Jacques CROLAIS - 06 30 67 75 05